



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'État à l'économie SECO

EXPOSÉ DE
POSITION

Davantage et de meilleurs emplois comme levier du développement



Sommaire

Le travail décent – clé du développement durable

2

Des conditions-cadres
fiables pour la création
d'emplois

4

Un secteur privé qui crée
des emplois et utilise
de manière innovante les
avantages de la numéri-
sation

7

Le SECO – un pilier impor-
tant de la coopération
internationale suisse

12

Des projets qui ont
un impact

16





Combattre la pauvreté par l'emploi

Un bon emploi est le moyen le plus efficace de lutter contre la pauvreté et les inégalités. Ceux qui ont un emploi dans leur pays et gagnent un revenu décent ont des perspectives d'avenir et sont moins poussés à émigrer.

Le secteur privé fournit 90 % des emplois dans le monde. Ses entreprises dynamiques et innovantes favorisent la concurrence des idées, des biens et des services. Elles versent des salaires et des impôts et promeuvent la croissance économique et la prospérité sociale.

Pour prospérer, les entreprises ont besoin de lois et de réglementations claires et fiables. Elles ont besoin de solutions de financement pour investir et prospecter de nouveaux marchés. En outre, elles doivent être en mesure de recruter une main d'œuvre bien formée. Les entreprises ont également une responsabilité envers leurs employés, la société et l'environnement. Elles doivent notamment respecter les accords internationaux en matière d'environnement, de travail et de droits humains.

Le SECO soutient un entrepreneuriat responsable et compétitif dans ses pays partenaires. Cette prise de position montre comment il approche la thématique et comment ses projets et programmes fonctionnent.

Le travail décent

– clé du développement durable



Davantage et de meilleurs emplois réduisent la pauvreté.

Au cours des dernières décennies, l'humanité a fait des progrès sans précédent en matière de prospérité économique, en partie grâce à la coopération internationale. Néanmoins, une personne sur douze vit encore sous le seuil de pauvreté et les conséquences de la pandémie du Covid-19 mettent en péril les progrès réalisés dans de nombreux domaines. Avec l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable, la Suisse s'est engagée à éradiquer la pauvreté d'ici 2030. Ce faisant, elle s'associe à la communauté internationale et à ses efforts dans ce domaine.



Le travail décent est une clé de la prospérité durable.

Avoir un emploi, c'est bien. Avoir un emploi décent, c'est-à-dire un emploi productif avec une rémunération adéquate et le droit à des prestations sociales, est encore plus efficace pour réduire la pauvreté. Il permet également l'intégration sociale des travailleurs et de leurs familles. La création d'emplois décents est donc l'un des instruments les plus importants pour réduire de manière significative la pauvreté et les pressions migratoires dans les pays en développement. Grâce au travail décent, de larges couches de la population peuvent bénéficier de la croissance économique.



Le secteur privé crée 90 % des emplois dans le monde.

Il est crucial pour une politique économique saine. Il est donc important de soutenir les initiatives innovantes du secteur privé qui améliorent les perspectives d'emploi des personnes.



La Suisse s'engage à créer davantage et de meilleurs emplois, conformément à ses engagements internationaux.

En adoptant l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable et la Déclaration du centenaire de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour l'avenir du travail, la Suisse défend une approche du travail centrée sur l'être humain. Elle s'engage également à réaliser le potentiel du progrès technologique. La Suisse estime qu'une telle approche conduit à un travail décent et permet de lutter contre l'inégalité entre les sexes dans le monde du travail. Ainsi, le secteur privé, qui joue un rôle central en tant qu'employeur, bénéficie de la compétitivité et de la productivité accrues de ses employés et contribue ainsi à la création d'emplois.



Le SECO soutient un environnement propice au développement durable.

Le SECO permet de créer les conditions-cadres économiques fiables nécessaires à un environnement économique dynamique. Il contribue à l'élaboration de réglementations claires et à la mise en place d'infrastructures de base solides. En outre, le SECO promeut les normes internationales, notamment dans le domaine de l'emploi, qui profitent aussi bien aux employés qu'aux employeurs.



Le développement ne doit pas se limiter à la dimension économique.

Il doit également prendre en compte les aspects sociaux et environnementaux et ne pas nuire à la prospérité des générations futures. Seule une croissance durable et inclusive peut contribuer à réduire la pauvreté ainsi que l'impact des risques mondiaux.



Le SECO soutient un secteur privé innovant.

Il favorise l'accès des entreprises aux ressources financières et la mise à disposition d'une main-d'œuvre qualifiée. En parallèle, il soutient l'intégration des entreprises dans des chaînes de valeur internationales.



La crise du Covid-19 a montré l'importance de la coopération internationale.

Le déclin sans précédent de la croissance économique provoqué par la crise du Covid-19 a eu des conséquences dévastatrices pour les entreprises et les travailleurs. Nous vivons dans un monde interdépendant où les chaînes de valeur sont internationales et complexes. La marge de manœuvre budgétaire des gouvernements est fortement limitée et les liquidités des entreprises sont réduites. Pour éviter les crises tout au long des chaînes de valeur, il est important que la coopération internationale soutienne le développement d'un secteur privé compétitif au niveau international.

Des conditions-cadres fiables pour la création d'emplois

Des conditions-cadres fiables sont essentielles pour le développement des secteurs privés locaux et la mobilisation des investissements du secteur privé. Des normes non discriminatoires et une gestion efficace des institutions publiques créent des incitations, réduisent les incertitudes et renforcent la confiance des citoyens et des entreprises dans ces institutions. Les individus, les entreprises et les marchés peuvent développer et renforcer leur capacité d'adaptation et de résilience. La crise du Covid-19 a montré à quel point des conditions-cadres fiables sont importants tant pour la résistance à la crise que pour la reprise économique.

Des conditions cadres claires et fiables pour la continuation du développement

Le SECO soutient ses pays partenaires dans l'élaboration et la mise en œuvre de règlements et de lois. Il les aide à créer des solutions de financement viables et à établir des réglementations économiques transparentes et efficaces. Il encourage également le développement de systèmes commerciaux modernes. Un climat d'affaires favorable crée des conditions équitables pour tous les acteurs du marché et favorise une croissance économique durable. Dans l'optique d'une croissance économique respectueuse de l'environnement, le SECO soutient également une planification urbaine inclusive, des structures de bonne gouvernance pour les villes, une mobilité durable et un approvisionnement énergétique efficace.

La création et le développement des PME nécessitent un cadre juridique clair, des infrastructures publiques efficaces et un système financier qui fonctionne bien. Sans sécurité juridique, sans approvisionnement en énergie et sans possibilités de financement, il est difficile pour les petits entrepreneurs de créer une entreprise et de créer des emplois. Ce n'est que lorsque les finances et les investissements publics sont gérés de manière responsable et que le secteur financier est développé que les entreprises peuvent fonctionner de manière optimale. Il faut un environnement qui favorise le développement dynamique et l'innovation privée. Pour cela, il faut moderniser les institutions financières et les marchés de capitaux locaux, accroître l'efficacité des administrations et appliquer les normes internationales en matière de travail, de commerce et de propriété intellectuelle.

Un travail décent: Un avantage pour les employeurs et les employés

Les projets promouvant le travail décent ont un impact positif sur les conditions de travail et la productivité des travailleurs. Cela est particulièrement vrai pour les plus vulnérables d'entre eux, notamment pour les femmes et les personnes en situation de grande pauvreté. Malgré cela, les conditions de travail dans les pays en développement ne sont pas toujours conformes aux normes internationales.

Le SECO encourage la mise en œuvre de normes de travail reconnues dans ses pays partenaires. Les lieux de travail doivent répondre à certaines exigences pour offrir un environnement sûr. En collaboration avec l'Organisation internationale du travail, le SECO propose notamment aux entreprises des formations et des conseils dans les domaines de la coopération sur le lieu de travail, de la gestion de la qualité, de la sécurité au travail, de la gestion coopérative des ressources humaines et des méthodes de production respectueuses de l'environnement. Grâce à ces modules de formation, la croissance durable et inclusive peut devenir une réalité.

A wide-angle photograph of a large textile factory. In the foreground, a worker in a blue shirt is seen from behind, operating a white SunStar sewing machine. The machine is on a long white table. To the right of the machine, there are several stacks of finished blue and white striped garments. The factory floor is green with yellow safety lines. In the background, many other workers are visible, also working at sewing machines. The ceiling is high with industrial lighting and equipment. The overall atmosphere is one of a busy, large-scale manufacturing environment.

Des conditions de travail équitables

Le SECO soutient les projets *Better Work* et *SCORE*, qui sont menés par l'Organisation internationale du travail (OIT) en collaboration avec la Société financière internationale. Ces projets renforcent l'application des conventions de l'OIT dans les entreprises. Ils facilitent ainsi l'accès des pays en développement aux chaînes de production internationales durables. La coopération entre le SECO et l'OIT montre que des conditions de travail équitables sont également nécessaires pour accroître l'efficacité et les profits.

Faire la différence avec des investissements

Swiss Investment Fund for Emerging Markets (SIFEM)

SIFEM mobilise des investisseurs privés et publics pour apporter un soutien financier à long terme à des PME prometteuses dans les pays en développement. *SIFEM* vise à générer un retour économique et un large impact sur le développement, notamment sous la forme d'emplois décents. Depuis 2005, *SIFEM* a déjà créé plus de 870 600 emplois dans le monde.

SECO Start-up Fund

Le *SECO Start-up Fund* soutient les jeunes entreprises prometteuses dans les économies émergentes. Il offre aux entreprises des prêts à des conditions avantageuses pour financer leur phase de démarrage. Le *SECO Start-up Fund* a déjà créé plus de 16 200 emplois dans le monde.



Un secteur privé qui crée des emplois et utilise de manière innovante les avantages de la numérisation

Dans les pays en développement, l'expertise fait souvent défaut et l'accès au capital et à la main-d'œuvre qualifiée est souvent difficile. À l'ère du numérique, le secteur privé doit être compétitif et innovant pour tirer pleinement parti de l'évolution technologique. Le rythme du changement s'accélère et transforme fondamentalement l'économie.

Le SECO mobilise des ressources privées et fournit des services axés sur le marché afin que les entreprises privées puissent créer des emplois décents et améliorer leur compétitivité. À cette fin, le SECO se concentre en particulier sur:

- Améliorer l'accès au financement par le développement des marchés financiers locaux et la promotion des investissements;
- L'intégration des économies dans les chaînes de valeur internationales;
- Améliorer l'alignement de l'enseignement et de la formation professionnels aux besoins du marché du travail;
- Des initiatives numériques qui favorisent le développement économique durable.

Investir dans une croissance durable

La création et le développement d'entreprises nécessitent avant tout du capital. Or, les PME en particulier n'ont souvent qu'un accès limité au financement, ce qui les empêche d'exploiter pleinement leur grand potentiel de croissance. Les entreprises dépendent donc de partenaires financiers fiables qui leur fournissent des capitaux à des conditions économiquement viables.

Le SECO veille à ce que les PME aient plus facilement accès aux capitaux en soutenant les réformes réglementaires qui contribuent, entre autres, au développement des marchés de capitaux locaux. Il renforce également les institutions financières locales dans l'octroi de prêts et offre des services de conseil aux entreprises. Celles-ci peuvent ainsi investir, prospecter de nouveaux marchés, se développer et créer des emplois.

Le SECO s'engage en faveur du développement et de l'utilisation des technologies financières (Fin-Tech) et préconise des mécanismes de financement innovants. Ceux-ci permettent aux particuliers et aux entreprises d'accéder plus facilement aux services financiers.

Le SECO soutient non seulement le développement d'un secteur financier durable dans ses pays partenaires, mais aussi les investissements à impact. Il s'agit de projets qui visent à la fois un rendement financier et un impact social positif (impact investing). Le SECO investit également – directement ou indirectement – dans les PME par le biais du *SECO Start-up Fund* ou du *Swiss Investment Fund for Emerging Markets (SIFEM)*. Ces instruments financiers sont gérés de manière professionnelle par des partenaires externes. Cela signifie que le SECO vérifie systématiquement si les projets d'investissement tiennent compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et si les investissements ont un impact sur le développement. Ceux-ci contribuent également à la création d'emplois décents. Il y a évidence que des placements financiers durables conformes aux critères ESG sont possibles même dans des environnements nationaux difficiles.

Par ailleurs, le SECO collabore avec des acteurs privés, comme l'association *Swiss Sustainable Finance (SSF)*, qui est active dans le domaine de la finance durable. La Suisse gère un tiers des actifs mondiaux et elle est le champion du marché de l'investissement à impact. Elle contribue ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable.

Intégration dans le marché mondial pour d'avantage et de meilleurs emplois

Aujourd'hui, les marchandises passent par des chaînes de valeur internationales complexes avant qu'elles parviennent aux consommateurs. Les entreprises sont exposées à la concurrence mondiale. Le commerce international et la compétitivité internationale sont donc essentiels à la croissance à long terme. Avec la numérisation et l'automatisation croissantes, les innovations qui augmentent la productivité représentent un avantage concurrentiel important. Cependant, les pays en développement ne bénéficient souvent pas des étapes les plus rentables de la chaîne de valeur d'un produit.

Le SECO promeut des chaînes de valeur particulièrement importantes pour les pays partenaires et dans lesquelles la Suisse peut apporter une contribution en raison de son expertise et de son importance dans le commerce mondial. Cela concerne principalement le tourisme, les textiles et les matières premières agricoles et minérales. Ces secteurs emploient un grand nombre de travailleurs, dont beaucoup de femmes et de personnes à faibles revenus. Ils sont donc stratégiquement importants et particulièrement pertinents pour la réduction de la pauvreté.

De plus, le SECO s'engage pour la crédibilité et l'harmonisation des systèmes de normes volontaires privées. Cela permet aux entreprises et aux fabricants d'accroître l'efficacité de leurs processus internes ainsi que des chaînes de valeur et d'approvisionnement internationales. En même temps, les normes augmentent la productivité des entreprises, améliorent leur accès au marché et réduisent les risques environnementaux et sociaux.

Développer les compétences spécialisées de demain.

L'inadéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché du travail crée un déficit de compétences (Skills Gap) qui entrave le développement économique. Pour qu'une entreprise fonctionne, elle a besoin d'une main d'œuvre bien formée. Or, celle-ci fait souvent défaut. Il est essentiel que les producteurs et les PME puissent satisfaire leur demande, car avec la numérisation croissante, les processus économiques nécessitent des compétences toujours plus complexes.

Tant les employés que les employeurs bénéficient de compétences spécialisées plus élevées. Les employés améliorent leurs perspectives de carrière et de salaire, tandis que les employeurs augmentent la compétitivité de leurs entreprises grâce à la productivité accrue des employés.

Pour combler ce déficit de compétences, le SECO se concentre sur la formation professionnelle et la formation supérieure (post-secondaire et tertiaire). Il promeut un système de formation adapté aux besoins du marché du travail. A cette fin, il propose des formations et aide les pays partenaires à développer leurs propres solutions. Il utilise l'approche «former les formateurs» et met en place des systèmes de formation, d'accréditation et d'évaluation durables. Il s'inspire principalement du système de formation dual de la Suisse, qui jouit d'une très bonne réputation à l'étranger.

Répondre aux besoins des Indonésiens

Le programme Skills for Competitiveness répond à une demande du gouvernement indonésien. Le programme met en place un système de formation professionnelle efficace et mieux adapté aux besoins du marché du travail et collabore avec différents collèges techniques dans des secteurs sélectionnés. Les besoins du secteur privé sont un élément décisif dans la conception du programme.



Transparent et traçable

La *Better Gold Initiative* est un projet commun du SECO et de la Swiss Better Gold Association. L'initiative a été lancée en 2013 et vise à améliorer les conditions environnementales, de travail et sociales dans les petites mines d'or d'Amérique du Sud. Pour ce faire, elle met en place une chaîne de valeur, de la mine au marché, qui garantit la traçabilité de l'or et la transparence des transactions.



Un tourisme durable en Indonésie

Depuis 2009, le SECO promeut le tourisme durable en Indonésie, qui contribue au développement économique et crée de nouvelles opportunités commerciales et des emplois. Le programme soutient un tourisme qui respecte la nature et la culture locale et intègre la population locale. Depuis le début du programme, le nombre de touristes internationaux dans les destinations soutenues a augmenté de plus de 65 pour cent.

Mise sur le marché de produits locaux d'Afrique du Nord

En Tunisie et au Maroc, le SECO soutient le projet *PAMPAT*, qui améliore les conditions de production et de vente des produits locaux. Le projet introduit de nouvelles normes de qualité, des labels et des systèmes de certification et crée des chaînes de valeur interconnectées, allant des agriculteurs aux marchés d'exportation. Les figues de Barbarie en sont un bon exemple. En 2013, il y avait cinq entreprises tunisiennes produisant des figues de Barbarie. En 2019, il y en avait déjà 30 avec plus de 100 produits différents. Cela a permis de créer 1000 nouveaux emplois.

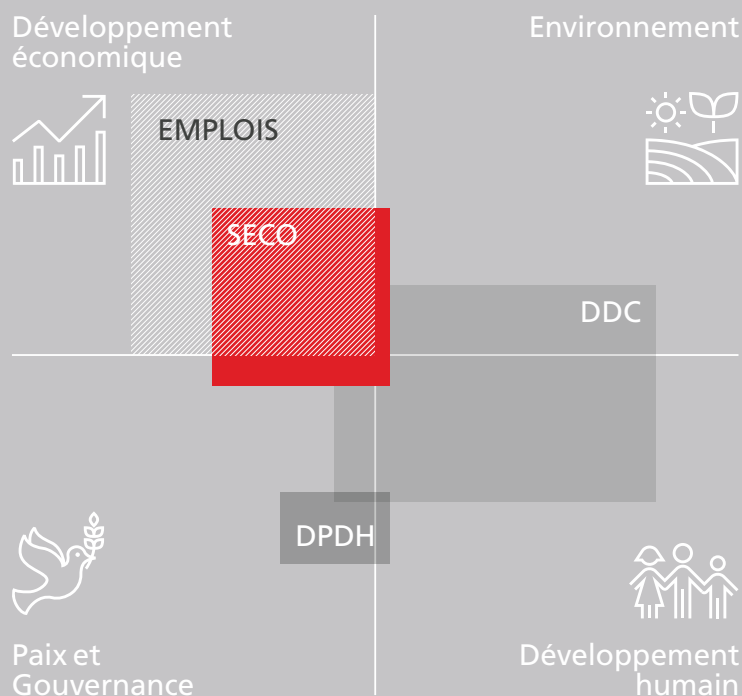


SECO – un pilier important de la coopération internationale de la Suisse

Avec sa stratégie de coopération internationale 2021–2024, la Suisse entend notamment contribuer à un développement globale durable et inclusif qui réduit la pauvreté et les risques globaux.

En tant que centre de compétence de la Suisse pour toutes les questions relatives à l'économie et à l'emploi, le SECO est responsable de la coopération économique au développement. Il contribue à créer des emplois décents, à instaurer de bonnes conditions de travail, à faciliter l'accès des entreprises au savoir-faire et aux investissements et à renforcer les normes internationales.

Pour atteindre ses objectifs, le SECO travaille en étroite collaboration avec des partenaires internationaux, dont le Fonds monétaire international, les banques multilatérales de développement (notamment le Groupe de la Banque mondiale) et les organismes des Nations unies (dont l'Organisation internationale du travail). Le SECO entretient également une étroite collaboration avec le secteur privé et les organisations non gouvernementales, ainsi qu'avec d'autres organes administratifs suisses.



Sur la base de l'Agenda 2030 pour le développement durable, la coopération internationale de la Suisse s'est fixé quatre champs d'action.

La création d'emplois: La stratégie du SECO

Dans les pays en développement, les nouvelles entreprises disparaissent souvent beaucoup trop vite parce que l'accès soit aux compétences techniques, au capital, à la main-d'œuvre qualifiée, ou aux services de base leur fait défaut. Pour remédier à cette situation, le SECO soutient les initiatives innovantes du secteur privé.

Les activités du SECO en matière de politique du marché du travail visent à améliorer les conditions-cadres, à renforcer les institutions, à promouvoir un secteur privé créateur d'emplois et à offrir une formation ciblée aux employés pour leur donner de meilleures perspectives d'avenir. L'amélioration des conditions-cadres dans les pays partenaires profite non seulement à l'économie locale, qui peut se développer davantage, mais aussi aux entreprises étrangères qui y sont implantées – y compris les entreprises suisses.

Deux objectifs d'impact

Le SECO a deux objectifs d'impact. Il promeut des conditions-cadres fiables en matière de politique économique permettant aux individus et aux entreprises un accès équitable aux marchés et aux opportunités, et il soutient les initiatives innovantes du secteur privé. Celles-ci créent des conditions de vie décentes au niveau local et contribuent à une croissance économique durable.

Ces mesures sont intégrées dans la stratégie des pays partenaires afin de les adapter au mieux à leurs besoins et priorités spécifiques. Le SECO est actif dans le monde entier. Toutefois, conformément à la stratégie de coopération internationale 2021–2024, l'accent est mis sur la coopération avec 13 pays prioritaires.

Afin de contribuer à la réduction de la pauvreté et de relever les défis mondiaux, le SECO se concentre sur la coopération économique au développement. Dans ce domaine, le SECO poursuit deux objectifs d'impact, qui sont mis en œuvre par le biais de huit lignes d'action au total.

Objectif principal

Croissance économique
et prospérité durable

Objectifs d'impact

Partenariats

Marchés et opportunités

Perspectives d'emploi

Thèmes transversaux

Égalité des genres, climat & efficacité des ressources

Lignes d'action

Politique économique

Financements

Système commercial

Chaînes de valeur

Climat d'affaires

Gestion d'entreprise

Développement urbain

Compétences spécialisées

Thèmes transversaux

Dans la mesure du possible, le SECO tient compte de deux critères essentiels à une prospérité durable et inclusive: l'égalité des genres et l'utilisation intelligente et écologiques des ressources.

L'égalité des genres

Le SECO prend systématiquement en compte la parité des genres et les risques spécifiques qui y sont liés dans toutes ses activités. Il s'engage à lutter contre la discrimination. A cette fin, il favorise l'accès des femmes à de meilleurs emplois, à l'éducation, aux marchés et aux services publics.

L'égalité des genres fait partie intégrante d'une politique économique intelligente. De meilleures conditions de travail et un accès plus facile des femmes à la formation et à l'emploi augmentent également la productivité et la compétitivité des économies nationales. Le SECO soutient donc ses pays partenaires dans la mise en place de lois et de réglementations non discriminatoires.

L'utilisation intelligente et écologique des ressources

Le SECO tient systématiquement compte des risques climatiques dans ses activités. Il prend des mesures pour atténuer les effets du changement climatique d'une part et pour renforcer la résilience des pays partenaires face aux catastrophes naturelles et à leurs conséquences sur l'économie d'autre part. Le changement climatique est l'un des plus grands défis de l'histoire de l'humanité. Il a des conséquences irréversibles et dévastatrices pour les populations et l'environnement. Elles se font déjà sentir aujourd'hui, notamment dans les pays en développement, qui disposent de moins de ressources pour lutter contre ces phénomènes.

Pour réduire l'impact négatif de l'homme sur l'environnement dans les pays partenaires, le SECO encourage l'utilisation intelligente et efficace des ressources. Pour cela, il faut des conditions-cadres fiables et un système d'incitations qui favorise un comportement respectueux de l'environnement et une utilisation efficace des ressources.

Coopération avec le Groupe de la Banque mondiale

Le *Multi-Country Investment Climate Program (MCICP)* aide 20 pays partenaires à, entre autres, simplifier leurs réglementations, rationaliser les procédures administratives et renforcer la coopération pour créer un meilleur environnement d'investissement et d'innovation. Le programme vise également à améliorer la compétitivité des entreprises, à réduire les coûts, à augmenter les investissements et à créer des emplois supplémentaires. Ce programme du SECO est mis en œuvre par la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale.





Financer les entreprises dirigées par des femmes

Les femmes dirigent environ un tiers des plus d'un million de petites et moyennes entreprises de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Pourtant, elles reçoivent moins de dix pour cent des financements commerciaux. C'est pourquoi le SECO encourage l'accès aux services financiers pour les femmes entrepreneurs en Egypte, au Maroc et en Tunisie dans le cadre du programme *Women Banking Champions*, en collaboration avec la Société financière internationale. Le programme a par exemple conclu un partenariat avec la Banque Misr, l'une des plus grandes banques d'Egypte, et l'aide notamment à mieux adapter ses produits et services financiers aux besoins des femmes.



Investir dans l'efficacité énergétique

Pour développer les énergies renouvelables, des investissements dans les infrastructures et le savoir-faire sont nécessaires. Or, ces deux éléments font souvent défaut dans le secteur public des pays en développement. Le *Private Infrastructure Development Group (PIDG)* est un fonds multi-donateurs qui mobilise des capitaux privés pour des projets d'infrastructure avec des fonds publics modestes. Plus de la moitié de ses projets soutiennent le développement des énergies renouvelables. Chaque année, *PIDG* vérifie si ses projets sont conformes aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. La Suisse – représentée par le SECO – est membre du *PIDG* depuis 2002.

Des projets qui ont un impact

Le SECO attache une grande importance à l'efficacité de ses programmes et projets. Environ 90 % des projets soutenus par le SECO sont couronnés de succès. C'est ce que démontrent les analyses des évaluations externes de projets et les évaluations thématiques indépendantes 2016–2019.

Des objectifs clairs et mesurables sont fixés pour chaque projet. Un suivi et des évaluations continus permettent de vérifier si les objectifs sont atteints, dans quelle mesure les projets ont un impact et si les fonds disponibles sont utilisés efficacement. Le SECO évalue l'avancement de ses projets et programmes à l'aide de normes internationales basées sur les «chaînes d'impact»:

- Services fournis (le SECO et ses partenaires investissent de l'argent, du temps, de l'expertise et du matériel dans un projet);
- Impact immédiat (les investissements servent, par exemple, à produire des études, à préparer des projets, à organiser des formations et à améliorer les processus, les infrastructures et les lois);
- Impact à moyen terme (amélioration de la qualité des services, des produits, des infrastructures et des structures juridiques);
- Impact à long terme (amélioration de la qualité de vie de la population, par exemple par la création d'emplois).

Les évaluations et les rapports d'impact sont basés sur des analyses réalisées par des experts internes et externes. Ils sont d'une grande importance pour tous les projets, car ils permettent aux chefs de projet d'en tirer des leçons et d'apporter des améliorations continues.

Les interventions du SECO fonctionnent

- Le SECO a créé 157 000 nouveaux emplois et sauvé 15 000 emplois existants dans ses pays partenaires entre 2016 et 2019;
- SIFEM, la société financière de développement de la Confédération et gérée par le SECO, a créé environ 870 600 emplois d'ici 2019;
- En moyenne, chaque dollar américain investi par les sociétés de financement du développement génère environ cinq fois le montant des investissements privés.

Évaluation de méta-impact

En 2017, la Suisse a réalisé une méta-évaluation d'impact complète sur sa coopération internationale dans le domaine de l'emploi. Ses résultats et observations sont intégrés dans les nouveaux projets. Les principales conclusions sont résumées dans les rapports et les vidéos sur le site du SECO.

www.seco-cooperation.admin.ch

Impressum

Publié par le Département fédéral de l'économie, de la formation
et de la recherche DEFR

Secrétariat d'État à l'économie SECO

Coopération et développement économiques

Holzikofenweg 36, 3003 Berne

Tél. +41 (0) 58 464 09 10

www.seco-cooperation.ch

info.cooperation@seco.admin.ch

Édition / coordination

SECO Coopération

Conception graphique

vollprecht gestaltung, Bâle

Photos

SECO (titre, pages 2, 3, 4, 5, 9 top, 10, 11, 14, 17)

SIFEM (p. 6), Cesar Nigrinis Name – Minenergia (p. 9 en bas)

Cette publication est disponible en français, en allemand et en anglais.

Elle peut être téléchargée à l'adresse www.seco-cooperation.ch,
ou commandée par téléphone au +41 (0) 58 464 09 10.

Berne, 2021